

## **SYNDICATS**

### La C.F.D.T. est démocratique, sera-t-elle socialiste ?

Samedi 7 novembre, au Palais des Sports, à la porte de Versailles, un événement historique a eu lieu : la naissance de la C.F.D.T. (Confédération Française Démocratique du Travail). Issue de l'ancienne Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, forte de puissantes fédérations d'industrie, la C.F.D.T. apparaît comme la deuxième centrale syndicale française et espère mordre largement sur les inorganisés si nombreux dans ce pays.

#### Une pensée politique

C'est ce que soulignait le secrétaire général, Eugène Descamps, au terme de son rapport introductif, vaste exposé doctrinal où la vigueur de l'expression le disputait à l'élévation de la pensée.

2.500 délégués se pressaient dans la vaste salle du Palais des Sports, lorsque le président Georges Levard ouvrit le congrès extraordinaire. Au fond de la salle, derrière la tribune, une banderole : « La C.F.T.C. construit la grande centrale démocratique moderne ». Autres slogans inscrits sur des panneaux : « Pour répondre à l'espérance de la classe ouvrière : enrichissons le mot démocratie », « Fidèles au passé, aux valeurs, aux idéaux qui animent notre action, construisons l'avenir », « Comprendre, s'adapter, agir ».

Fréquemment soutenu par les applaudissements enthousiastes de la grande majorité des délégués, Descamps souleva aussi les protestations d'une minorité virulente qui s'était regroupée vers le haut de la salle.

Après s'être efforcé de montrer qu'il y avait une continuité entre l'action passée de la C.F.T.C. et son action présente, le secrétaire général indiqua que son organisation était souvent la première dans les industries nouvelles, mais qu'elle rencontre encore des réticences chez les travailleurs qui ne sont pas mus par une inspiration chrétienne.

Eugène Descamps brossa ensuite un vaste tableau de la société industrielle de l'avenir où la classe ouvrière sera de plus en plus instruite, où il subsistera sans doute des ouvriers non qualifiés, mais où il y aura de plus en plus de professionnels hautement qualifiés, de techniciens, de cadres moyens. Tout n'ira pas malgré tout pour le mieux dans cette société de consommation, ce qui rendra toujours nécessaire l'action syndicale. « Les reconversions se feront dans la tension, souvent dans les drames. Il faudra s'opposer au

développement des disparités entre les catégories professionnelles et à l'exploitation d'un sous-prolétariat nouveau. Il faudra faire en sorte de défendre ceux qui n'ont pas de pouvoir de contestation (les familles, les vieux, les émigrés), et que les gains de productivité n'aillent pas à la consommation immédiate des privilégiés mais aux investissements sociaux. »

Sous les applaudissements des congressistes, l'orateur souligna que la future centrale devra être « une confédération et non une juxtaposition de fédérations ». Il dénonça les « alinénations nouvelles de la société Industrielle », le fait que !a domination des technocrates et la concentration des capitaux tendent à enlever à l'homme « tout sens des responsabilités, toute possibilité d'épanouissement ». Il indiqua la nécessité d' « atteindre le capitalisme là où il est, au niveau des cartels et des ententes ».



(Photo AGIP.)
Sauty: pourra-t-il continuer la C.F.T.C.?

Il parla également des rapports avec les autres organisations syndicales, à l'égard desquelles il ne faut pas avoir « un esprit de systématique condamnation ». Pour Descamps, il ne saurait y avoir d'unité avec la C.G.T. sans « l'abandon de la conception léniniste du syndicat courroie de transmission ». Selon lui, « la C.G.T. est une force riche mais une force confisquée. Les militants de la C.G.T. ne sont pas tous communistes, mais l'appareil demeure étroitement lié au parti. L'évolution de la C.G.T. ne peut être que très lente, subordonnée à celle du parti



communiste. Pour la favoriser, il faut créer une centrale aussi puissante, aussi influente qu'elle ».

Quant à F.O., Descamps rappela qu'il avait proposé durant l'été 1963 des groupes de travail commun, mais qu'à la suite du dernier congrès confédéral de cette organisation, le nouveau secrétaire général, André Bergeron, avait subordonné la poursuite de ces pourparlers à l'absence d'unité d'action entre la C.G.T. et la C.F.T.C. et avait relancé les négociations avec le patronat. « Mais celui-ci, en dehors de quelques miettes, ne concède rien à quoi il ne soit contraint par une action commune mobilisant les travailleurs. » En ce qui concerne la C.G.C. et F.E.N., le secrétaire général de la C.F.T.C. voit surtout en elles des organisations de caractère catégoriel.

Il indiqua que « le destin de chaque organisation est en elle ».

Selon Descamps, « la C.F.T.C. essaie de créer les conditions d'efficacité et de dialogue qui, seules, peuvent conduire à l'unité. Les autres doivent aussi faire un effort de recherche et de dialogue. « Nous ne voulons pas « plumer la volaille ». Il y a sept millions de travailleurs non syndiqués : c'est à eux que nous nous adressons pour les engager à venir combattre avec nous. »

C'est alors que Descamps déclara : « A la vérité, la C.F.T.C. est déjà devenue la C.F.D.T... » Il fut interrompu par un tollé général où les applaudissements de la majorité se mêlaient aux huées et aux sifflets de la minorité. Il précisa qu'il voulait dire que cela est réalisé par la présence à la C.F.T.C. « de travailleurs musulmans, de juifs ou d'athées qui fait de nous un rassemblement démocratique de travailleurs ».

La dernière partie de l'exposé fut consacrée à la philosophie de la nouvelle centrale. Descamps se référa « aux valeurs communes du mouvement ouvrier français « et déclara : « Les travailleurs chrétiens ne sont plus des séparés comme il y a soixante-dix ans. » L'ancien responsable de la J.O.C. souligna naturellement l'évolution de l'église catholique sous les papes Jean XXIII et Paul VI, mais aussi « l'apport des formes diverses de socialisme ».

Tout en proclamant l'indépendance de son organisation à l'égard des partis, le secrétaire général de la C.F.T.C. rappela qu'elle avait lutté aux côtés des forces politiques pour la paix et l'indépendance de l'Algérie. Et il ajouta : « Nous n'avons pas d'arrière-pensée politique, mais une pensée politique. » Il illustra cette affirmation par le rapprochement avec les syndicats paysans. Il rappela qu'il était toujours prêt à dialoguer non seulement avec le P.S.U., mais aussi avec le M.R.P. et avec des membres de la S.F.I.O.

Et avant de conclure par une citation de Saint-Exupéry sur ceux qui veulent « construire cette terre des hommes », Descamps signala que la C.F.T.C. était en contact aves les Trade Unions britanniques, la D.G.B. allemande, les syndicats américains, qu'elle avait des amis à la fois en Israël et en Algérie.



(Photo Kagan) Jean Maire : la voie nouvelle du socialisme démocratique.

Le rapport de Descamps fut suivi de débats passionnés et parfois houleux qui se poursuivirent en séance de nuit, à Issy-les-Moulineaux. Parmi les quelque cent trente orateurs inscrits, un certain nombre seulement purent parler durant un quart d'heure.

# 70 % des mandats pour la C.F.D.T.

La résolution générale portant modification du titre et des statuts de la C.F.T.C. a été adoptée par une majorité de 70 % des mandats, représentant quelque 4.000 syndicats (le congrès avait admis que la majorité qualifiée était celle des deux tiers). Une autre résolution stipule que le sigle C.F.T.C. reste la propriété de la nouvelle centrale, ce qui en interdit l'usage à quiconque et que l'actif de la confédération est intégralement affecté à la C.F.D.T.

Il nous paraît intéressant de citer quelques extraits du préambule et des statuts adoptés par le congrès extraordinaire :

« — Tout homme a droit de vivre dans une démocratie qui lui assure l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'objectivité de l'information, la possibilité effective d'accéder à tous les niveaux de l'enseignement, une participation active à l'élaboration et au contrôle des décisions politiques. (Art. 9 du préambule.)

« La confédération réunit des organisations syndicales ouvertes à tous les travailleurs résolus dans le respect mutuel de leurs convictions personnelles, philosophiques, morales ou religieuses, à défendre leurs intérêts communs et à



lutter pour instaurer une société d'hommes libres et responsables. (Art. 1 des statuts.)

« — ... Elle combat donc toutes formes de *capitalisme et de totalitarisme. (Art* 7.)

« — Sans poursuivre par principe le développement systématique des antagonismes existant dans la société, elle entend dans son action susciter chez les travailleurs une prise de conscience des conditions de leur émancipation. Elle choisit, dans une totale autonomie et en fonction de ses principes, les moyens et les alliances qu'elle juge utile de mettre en œuvre pour réaliser ses objectifs. » (Art. 9.)

A l'issue du vote, la minorité, représentant principalement les mineurs et des syndicats d'employés (10 % des adhérents ?), a quitté la salle. Elle annonce son intention de « continuer le syndicalisme chrétien », mais il est peu probable qu'elle trouve actuellement beaucoup d'appuis dans la hiérarchie catholique.

En Allemagne fédérale — dans des conditions il est vrai assez différentes — une tentative semblable a été un échec lorsque les militants chrétiens ont rejoint la D.G.B.

L'opposition mena un baroud d'honneur, notamment par la voix de Jacques Tessier (employés), Bomard (mineurs), Charruau (E.D.F. Paris). Le premier fut particulièrement tranchant. Il suscita les protestations d'une partie de la salle lorsqu'il évoqua la prière dite à l'ouverture des congrès de certains syndicats anglo-saxons et surtout lorsqu'il prétendit que deux courants, « le courant marxiste et le courant social-chrétien », se partagent le monde. Descamps devait lui répondre en évo-

quant l'Espagne et le Portugal.

Durant l'intervention de Tessier, une panne de micro permit au secrétaire général de venir le saluer. Reprenant la parole, l'orateur rapporta qu'il avait déclaré à Descamps : « Ce débat est un peu une guerre de religion. » Ce que Paul Vignaux, secrétaire du S.G.E.N., qui succédait à Tessier, commenta ainsi : « En tant que représentants d'une organisation laïque, nous refusons les

guerres de religion. »

#### Pour un socialisme démocratique

Les débats firent également apparaître des nuances importantes entre les partisans de l'évolution.

Certains se déclarèrent ouvertement en faveur d'un socialisme démocratique. Ce fut notamment le cas de Jean Maire, secrétaire de la Fédération de la métallurgie, qui, interrompu par la minorité, déclara : « La démocratie ne se sauvera qu'en se socialisant. La liberté sans le socialisme n'est qu'un leurre, mais le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage. » Soulignant que le socialisme ne s'identifiait pas à la S.F.I.O., il fit applaudir « la voie nouvelle du socialisme démocratique ».

A cette notion se référa également Paul Vignaux qui, applaudi par les uns et hué par les autres, appela à la lutte « contre le pouvoir personnel et sa bombe », contre le néocapitalisme, « plus subtil et plus dangereux que l'ancien ».

Edmond Maire (industries chimiques), dans un exposé très clair, rappela que la C.F.T.C. n'avait pas à l'origine de conscience de classe, qu'elle avait dû « assimiler puis assumer la tradition syndicaliste française ». Assurant que la transformation de !a C.F.T.C. était « une contribution importante à la marche à l'unité syndicale », il déclara que l'opposition véritable n'était pas entre le christianisme et le communisme, mais « entre la conception d'un syndicalisme autonome et celle d'un syndicalisme asservi ». Affirmant la nécessité de définir « des perspectives démocratiques et socialistes », il se prononça pour une planification démocratique, pour la démocratie dans l'entreprise et pour une alternative démocratique au régime gaulliste.

Mais ce point de vue n'est défendu que par une avant-garde, ainsi qu'en témoigne l'intervention de Pierre Mentel (du syndicat des impôts) qui, très applaudi, déclara « rester à la nouvelle confédération quoi qu'il arrive », mais fit des réserves sur la notion de socialisme. L'orateur exprima en particulier la crainte de ombreux adhérents à être « marxisés ». Il déplora qu'il y eût à la C.F.T.C. « une psychose du P.S.U. comme jadis une psychose du M.R.P. », alors que le P.S.U. pratique l'unité d'action avec le P.C. Il affirma aussi : « Nous n'avons pas le droit de dire que nous sommes pour Defferre contre de Gaulle. »

On avait donc tort de considérer que la C.F.D.T. est ralliée tout entière au socialisme, ce qui n'est d'ailleurs pas le cas non plus des autres centrales. Pour nous qui avons suivi avec sympathie l'évolution de la C.F.T.C. et la naissance de la C.F.D.T., il ne peut s'agir d'un socialisme de parti — car nous sommes pour l'autonomie des syndicats — mais d'un socialisme de doctrine, adapté à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. A cet égard, l'organisation, qui a beaucoup fait pour répandre la notion de planification démocratique, a déjà contribué à la définition de ce socialisme.

D'autre part, beaucoup de ses militants, à commencer par Eugène Descamps, se déclarent opposés au marxisme. Cependant, le secrétaire général de la C.F.D.T., qui soutient que l'église catholique a toujours emprunté au patrimoine de l'humanité, ne pense-t-il pas que son évolution la plus récente doit quelque chose au marxisme ? La question vaut d'être posée, même si l'on considère, comme le P.S.U., que le socialisme d'aujourd'hui ne peut plus se référer à une philosophie unique.

**Maurice Combes**